

Zeitschrift: Le mouvement féministe : organe officiel des publications de l'Alliance nationale des sociétés féminines suisses

Herausgeber: Alliance nationale de sociétés féminines suisses

Band: 14 (1926)

Heft: 248

Artikel: Les élections aux Conseils de prud'hommes dans le canton de Neuchâtel

Autor: Porret, Emma

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-258932>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 21.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

réveiller l'apathie léthargique des électeurs (et n'est-il pas pas intéressant que ce soit là un travail féminin? et n'en aurions-nous pas aussi grand besoin chez nous?), estime avoir remporté des résultats qui justifient les efforts accomplis par elle dans ce sens: « les femmes, écrit encore Miss Wheaton, ont compris leurs responsabilités de façon tout à fait sérieuse et efficace. »

* * *

Si nous passons dans un autre continent, nous constatons qu'aux Indes, les femmes se préparent également à participer à des élections (cela ne sonne-t-il pas curieusement, quand on songe à notre situation, à nous, femmes suisses, lors des votations d'il y a quinze jours?...). En effet, dans les provinces de Madras, de Bombay, d'Assam et de Burma, les femmes sont, non seulement électrices, mais encore éligibles, aux Assemblées législatives, qui vont être élues pour trois ans; et malgré le délai très court écoulé entre la promulgation de la loi reconnaissant aux femmes le droit d'être candidates, et la date des élections, deux femmes se portent comme candidates: Mrs. Hannen Angelo, à Madras, et Mrs. Kamaladevi, à Mangalore; la première une Anglo-hindoue, la seconde une véritable Hindoue, et nous écrivait-on, la vraie représentante de cette nouvelle génération féminine, riche de talents, d'esprit large et ouvert à tous les idéals patriotiques, artistiques et féministes. Et certes, la collaboration féminine à l'œuvre législative est indispensable là-bas — comme partout d'ailleurs — spécialement en ce qui concerne les questions de mœurs: des détails navrants sur le sort de pauvres petites filles mariées à des hommes beaucoup plus âgés, et glissant fatalement dans le vice commercialisé, le prouvent. L'élévation de l'âge de mariage et de consentement devient une impérieuse nécessité aux Indes.

* * *

En Angleterre, de grands débats ont eu lieu cette quinzaine, tant chez les féministes qu'au Parlement, sur la question brûlante de la protection législative de la femme ouvrière seule. A la Chambre Haute, une passe d'armes très vive a mis aux prises plusieurs Lords à propos du projet de loi sur le saturnisme, dont quelques-uns ont combattu les dispositions visant les femmes *seulement*, et ont réclamé la preuve scientifique qui n'a jamais été faite que les femmes souffrent plus que les hommes de l'empoisonnement par le plomb. D'autre part, un projet de loi gouvernemental sur les fabriques inquiète beaucoup les Sociétés Féministes par des dispositions arbitraires du même ordre, et une grande conférence a été organisée contre lui par l'Union nationale des Sociétés pour l'égalité civile.

* * *

Chez nous, les deux votations du 5 décembre, dont notre dernier numéro entretenait nos lectrices, ont abouti à un double résultat négatif, qui a généralement surpris en ce qui concernait le monopole du blé. Le succès de la fusion à Genève semblait moins assuré, la campagne menée pour en exposer le mécanisme ayant été trop brève.

Nous pouvons dire que nous regrettons ce refus, non seulement parce qu'il nous paraît que c'est l'échec d'un esprit nouveau opposé à la décourageante inertie conservatrice (« puisqu'il en a toujours été ainsi, pourquoi changerait-on? »), mais encore, et plus directement, parce que cela peut toucher aux perspectives d'avenir du suffrage féminin à Genève. M. le conseiller d'Etat Rochaix avait encore répété, lors d'une grande Assemblée populaire, que, sitôt la fusion votée, un projet de loi sur le vote des femmes en matière municipale ne tarderait pas. Mais la fusion rejetée, que va-t-il advenir maintenant du sort de notre revendication? Nous nous le demandons avec intérêt.

E. Gd.

Les Elections aux Conseils de prud'hommes dans le Canton de Neuchâtel

Pour la quatrième fois depuis qu'en 1916 elles ont obtenu le droit, les femmes suisses habitant le canton de Neuchâtel ont été appelées à participer aux élections des Conseils de prud'hommes. Elles n'ont pas eu à désertir leur foyer pour cela, puisque à la Chaux-de-Fonds, comme au Locle et à Neuchâtel, ces juges ont été nommés tacitement; à Fleurier, où siège le quatrième de ces tribunaux, les élections n'ont pas eu lieu cette année; on compte que les 7 femmes qui en font partie seront réélues. Le Locle a 8 «preudes femmes» sur un total de 150 juges; elles se répartissent comme suit: une dans le groupe II (Industrie de la boîte), cinq dans le groupe IV (Vêtement et Consommation), deux dans le groupe V (Commerce). Quant à la Chaux-de-Fonds et à Neuchâtel, voici, avec un peu plus de détails, les résultats obtenus ces dernières semaines.

La Chaux-de-Fonds

	Ouvrières	Patronnes	Total	Total des juges
I. Horlogerie	3	2	5	40
II. Monteurs de boîtes et décoration de la montre . . .	2	—	2	32
III. Bâtiment	—	—	—	32
IV. Vêtement et parure . . .	5	7	12	32
V. Alimentation	4	—	4	24
VI. Arts libéraux et professions diverses	2	3	5	36
	16	12	28	196

Neuchâtel-Ville

	Ouvrières	Patronnes	Total	Total des juges
I. Subsistances	2	1	3	20
II. Vêtement et parure . . .	4	4	8	20
III. Habitation	—	—	—	30
IV. Horlogerie et mécanique .	—	—	—	20
V. Arts libéraux et professions diverses	5	5	10	30
	11	10	21	120

La proportion, on le voit, n'est pas très différente: $\frac{28}{196}$, soit $\frac{1}{7}$ à La Chaux-de-Fonds; $\frac{21}{120}$, soit un peu plus de $\frac{1}{6}$ à Neuchâtel. On pourrait la souhaiter plus forte. Mais il faut remarquer que le groupe très important du bâtiment n'intéresse pas, jusqu'à présent, les femmes; ni, à Neuchâtel, celui de l'horlogerie. Puis, il est presque impossible, dans le groupe des subsistances, de présenter des candidates sommières et employées d'hôtel, qui sont nombreuses, mais trop peu stables, et, souvent, parlent à peine le français. Ce sont, naturellement, le groupe du vêtement et celui des arts libéraux et professions diverses, où rentrent les maîtresses de maison et les domestiques, qui donnent les résultats les plus favorables. La situation s'améliore légèrement d'un scrutin à l'autre: à mesure que des vides se produisent, les sièges occupés par des hommes passent facilement à des femmes: et c'est ici que le droit de vote, même s'il n'est pas exercé pratiquement, est précieux, car il est certain qu'on ne nous céderait pas si volontiers ces places, si nous n'étions qu'éligibles¹. La faculté que nous possédons de

¹ Les chiffres cités plus haut sont en effet significatifs, si on les compare aux 26 femmes sur 707 membres qui font partie des Commissions scolaires dans l'ensemble du canton. La cause en est toute simple: c'est que nous possédons, en matière de tribunaux de prud'hommes, le droit de vote qui nous manque dans le domaine scolaire, et que les démarches des femmes non électrices auprès des électeurs sont toujours, hélas! de peu de poids!

mobiliser les électrices facilite grandement les démarches. D'autre part, les autorités, croyons-nous, nous savent gré de ne pas en user à tort et à travers, et constatent (peut-être avec étonnement?) que, ce qui nous importe, c'est une représentation équitable, et non une vaine agitation sur la place publique!

Notons encore qu'à La Chaux-de-Fonds 18 candidates étaient présentées par leurs syndicats respectifs et 10 par l'Association pour le Suffrage, qui a fait toutes les présentations, après avoir convoqué les patronnes et les ouvrières à une assemblée préparatoire.

Dans nos deux villes, nous n'avons eu qu'à nous louer de nos relations avec les autorités communales et avec les présidents des Conseils de prud'hommes, qui se sont montrés pleins de prévenance et de courtoisie. Nous croyons que notre travail n'est pas inutile à la cause suffragiste, tant en nous donnant quelque expérience, qu'en faisant mieux comprendre dans quel esprit nous voulons agir.

Emma PORRET.

La Loi fédérale sur la Tuberculose

Un des sujets inscrits à l'ordre du jour de la session actuellement en cours du Conseil National est la loi fédérale sur la tuberculose, dont les dispositions essentielles ont été analysées ici même, lors de la publication du *Message* du Conseil Fédéral sur ce sujet (Cf. *Mouvement Féministe*, No 224). On sait que cette loi a déjà fait l'objet de discussions au Conseil des Etats, lequel l'a complétée sur certains points, mais l'a en revanche singulièrement amoindrie sur d'autres, notamment en supprimant tout droit à des secours aux personnes reconnues atteintes de la terrible maladie, et empêchées légalement de ce fait d'exercer leur profession auprès d'enfants (membres du corps enseignant, par exemple). En revanche, la Commission du Conseil National chargée d'examiner ce projet de loi a décidé, dans sa session de novembre à Montreux, de rétablir cette disposition, et nous ne pouvons que souhaiter que le Conseil National efface ainsi l'injustice qu'avait commise le Conseil des Etats. Malheureusement, cette même Commission a décidé de proposer la suppression de l'article interdisant la propagande pour les remèdes secrets, article qui nous paraît pourtant le corollaire obligé de la déclaration obligatoire de la tuberculose par les médecins.

Au sujet des allocations au personnel enseignant, l'Alliance nationale de Sociétés féminines suisses et l'Association suisse pour le Suffrage féminin ont envoyé à la Commission la lettre suivante:

Alliance nationale de Sociétés féminines suisses.

Association suisse pour le Suffrage féminin.

A la Commission du Conseil National chargée d'étudier le projet de loi fédérale sur la tuberculose.

Montreux.

Monsieur le Président et Messieurs,

C'est au nom de l'Alliance nationale de Sociétés féminines suisses et de l'Association suisse pour le Suffrage féminin que nous prenons la liberté de soumettre à votre bienveillante attention les brèves considérations qui suivent, et qui ont trait à certains points de la loi fédérale sur la tuberculose.

Cette loi, dont la portée sociale et hygiénique est considérable, intéresse de ce fait très vivement les milieux féminins organisés de notre pays. Mais les femmes ne possédant pas de représentation directe dans nos Conseils, et quelques dispositions du projet de loi touchant directement, d'une part le personnel enseignant qui comprend un si grand nombre de femmes, d'autre part les enfants, dont la santé nous tient naturellement tout spécialement à cœur, nous venons vous exprimer le vœu que le Conseil National veuille bien:

1. Adopter une heureuse modification apportée par le Conseil des Etats au texte original du projet.

2. Corriger au contraire une décision prise par le Conseil des Etats, et qui nous paraît extrêmement regrettable.

Ces dispositions sont contenues dans les articles 5 et 6 du projet du 1^{er} septembre 1925.

A l'article 6, le Conseil des Etats veut que la *surveillance médicale régulière*, dont les enfants doivent désormais être l'objet dans tous les établissements d'enfants, soit étendue au personnel enseignant et au personnel de garde. En déclarant combien cette mesure est nécessaire, nous nous savons d'accord avec les Associations anti-

tuberculeuses du pays entier; nous croyons superflu d'apporter des arguments, déjà connus de chacun, pour appuyer cette manière de voir. Il n'y a, en effet, que peu d'utilité en pratique à surveiller l'état de santé de groupements d'enfants, lorsqu'on ne prend pas en même temps la précaution élémentaire d'empêcher qu'ils ne soient contaminés par des adultes semeurs de bacilles.

Une surveillance limitée, comme la prévoyait le projet du 1^{er} septembre 1925, permet seulement de constater les contaminations, non de les prévenir. Le texte du Conseil des Etats permettra de les prévenir — pour autant que ces contaminations se feraient dans l'établissement. Nous espérons donc que le Conseil National rendra définitif cet important progrès.

Le Conseil des Etats, par contre, veut biffer l'alinéa 2 de l'art. 5, reconnaissant le droit à des secours équitables, en dehors de l'assistance, pour les personnes mises, par l'application des mesures destinées à prévenir la contagion, dans l'impossibilité d'exercer leur profession ou une autre occupation, et tombant ainsi dans le besoin.

En décidant de supprimer cette disposition, le Conseil des Etats nous semble d'abord porter une grave atteinte à l'esprit général qui doit animer une loi de ce genre: la loi impose aux malades certaines exigences en vue de la sauvegarde d'autrui; en échange, il n'est que juste de reconnaître que le malade a droit à être équitablement soutenu. Et en particulier, nous relevons une contradiction directe entre les décisions du Conseil des Etats sur les deux points en question: d'une part, on voudrait que la loi ordonnât la surveillance des adultes dans les établissements d'enfants; et de l'autre, lorsque, en vertu de cette surveillance si nécessaire, la personne surveillée tomberait dans le besoin, on viendrait lui retirer l'appui financier indispensable à son existence et la condamner à recourir à l'assistance.

Comme il s'agit ici avant tout du corps enseignant, on a cherché à justifier la suppression de cet alinéa 2 de l'art. 5 en disant que les instituteurs ont déjà droit à une pension de retraite. Mais, d'une part, le même alinéa 2 de cet article exclut tout risque d'abus de double assurance, et il faut ajouter d'autre part que si, dans de rares cantons, cette retraite court dès l'entrée en fonction, dans d'autres les conditions sont bien moins favorables; il en est où aucune retraite n'est accordée avant 10 ans de service, par exemple. Qu'en résulte-t-il? Que le personnel cherchera à cacher, comme il le fait actuellement par tous les moyens, son état de santé véritable, jusqu'au moment où le terme des 10 ans sera atteint; en cas de tuberculose, de nombreux enfants pourront de la sorte, pendant ce temps, avoir été contaminés.

La suppression de l'alinéa 2 de l'art. 5 manifeste ainsi, de la part de l'autorité, de façon générale, une dureté injustifiable à l'égard du malade dont la loi prétend exiger un sacrifice sans réciprocité; et en particulier, dans le cas du corps enseignant, elle va à fin contraire du but que l'on se proposait: l'assainissement des établissements d'enfants.

Nous avons ainsi, Monsieur le Président et Messieurs, l'honneur de prier le Conseil National de bien vouloir, d'une part rétablir, dans son texte primitif, l'alinéa 2 de l'art. 5, et de l'autre, introduire dans l'art. 6 l'adjonction prévue par le Conseil des Etats.

Veuillez agréer, Monsieur le Président et Messieurs, l'assurance de notre haute considération.

Bâle et Genève, le 22 novembre 1926.

Pour l'Alliance nationale de Sociétés féminines suisses:

La Présidente: E. ZELLWEGER.

Pour l'Association suisse pour le Suffrage féminin:

La Présidente: EMILIE GOURD.

Carrières féminines

LA CÉRAMISTE.

Deux groupes sont à distinguer dans cette profession: 1^o les *ouvrières* formées dans des faïenceries ou dans des fabriques de porcelaine, qui sont de beaucoup les plus nombreuses; et 2^o les *céramistes* proprement dites, ayant fait un apprentissage complet, lesquelles alors sont en petit nombre.

Les *ouvrières*, formées dans notre seule fabrique suisse de porcelaine (Langenthal) et dans nos rares faïenceries, sont occupées au tournage à la croûte et à l'estèze, puis au coulage de petites formes, à la dorure, au polissage, à l'impression en gravure poly-